

BRÈVES ÉCONOMIQUES Canada

Une publication du SER d'Ottawa
Semaine du 8 au 15 mars 2024

Actualités macroéconomiques

La valeur des terres agricoles canadiennes a augmenté de 11,5% en 2023

Selon le rapport de la société Financement Agricole Canada, qui en fait l'analyse, cette croissance est légèrement inférieure à celle observée en 2022, tout en restant très dynamique. Cette croissance s'explique notamment par l'offre limitée des terres agricoles disponibles, combinée à la forte demande. Les plus fortes augmentations moyennes ont eu lieu au Manitoba, en Ontario, en Saskatchewan et au Québec. La Colombie-Britannique est la seule province où la valeur moyenne des terres agricoles a baissé (3,1%), bien qu'elle soit toujours la plus élevée du pays. Selon le rapport, l'investissement dans les exploitations devrait se contracter en raison de revenus plus faibles et de coûts d'emprunt élevés.

Les dirigeants d'entreprises demandent aux ministres des Finances canadiens d'encourager les fonds de pension à investir nationalement

Plus de 90 chefs d'entreprises ont signé une lettre ouverte demandant aux ministres des finances fédéral et provinciaux de modifier les règles régissant les fonds de pension. Selon cette lettre, un nouveau règlement permettrait d'inciter les fonds à investir davantage dans les marchés boursiers publics et dans les entreprises privées. Dans ce contexte, plusieurs dirigeants de fonds de pension ont critiqué la perte d'indépendance qu'induirait un tel règlement et ont rappelé le mandat clair qu'ont les caisses de retraite :

obtenir les meilleurs rendements pour les membres.

Le gouvernement fédéral a demandé l'examen de Tik Tok pour assurer la sécurité nationale

Suite à l'adoption du projet de loi aux États-Unis visant à interdire Tik Tok, François-Philippe Champagne a expliqué qu'un examen de l'application avait été lancé en septembre 2023. Toujours en cours, cet examen est basé sur l'expansion de l'entreprise, qui constitue selon le ministre la création d'une nouvelle entité canadienne. Il s'effectue conformément à la loi sur les Investissements au Canada.

Le Canada s'inquiète de la nouvelle règle d'étiquetage de la viande aux États-Unis

Le ministère de l'Agriculture des États-Unis a annoncé l'entrée en vigueur en 2026 de la règle sur les conditions d'utilisation des étiquettes mentionnant « Produit des États-Unis » ou « Fabriqué aux États-Unis ». Les viandes et volailles devront être issues d'animaux nés, élevés, abattus et transformés aux États-Unis pour utiliser ces étiquettes. Soucieux de l'impact de cette mesure sur la production canadienne, le Ministère Canadien de l'Agriculture a indiqué que cette décision sera discutée lors de la réunion trilatérale des ministres de l'Agriculture avec les États-Unis et le Mexique. Le ministère craint en particulier que ces nouvelles dispositions perturbent les chaînes d'approvisionnement hautement

intégrées de la viande et du bétail en Amérique du Nord.

La fin du rabais sur les véhicules électriques au Québec pourrait ralentir la transition vers des voitures plus propres

Eric Girard, Ministre des Finances du Québec, a déclaré à l'occasion de la présentation du budget provincial le 12 mars 2024 que le gouvernement éliminerait progressivement les subventions pour les véhicules électriques et hybrides rechargeables à compter de l'an prochain, avant d'y mettre complètement fin en 2027. Cette décision est liée aux coûts trop élevés du programme : environ 400 M CAD

(271 M €) ont été dépensés entre avril 2023 et janvier 2024. Selon Ian Sam Yue Chi, président et chef de la direction de la Corporation des concessionnaires d'automobiles, la fin du rabais pouvant aller jusqu'à 7 000 CAD (4 746€) désincitera les consommateurs à opter pour les véhicules propres et ne permettra pas d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement (i.e. 85 % des véhicules vendus à 0 émissions en 2030). Un avis partagé par de nombreux concessionnaires, qui considèrent qu'il est trop tôt pour mettre fin aux subventions.

Entreprises

Canaccord Genuity emprunte 80 M CAD pour financer l'achat d'action du personnel

Les dirigeants du groupe Canaccord Genuity Inc ont annoncé un emprunt de 110 M CAD (**74 M €**) : 80 M CAD (54 M €) seront destinés à un programme d'augmentation de l'actionnariat salarié, à travers des prêts aux salariés, et 30 M CAD (20 M €) seront utilisés pour financer les besoins de l'entreprise. Si les prêts aux employés sont légaux au Canada, ils sont rares ; aussi cette annonce a surpris les milieux d'affaire, d'autant que les conditions de prêt restent confidentielles. Suite à cette transaction, les employés de Canaccord Genuity détiendront 40% des actions en circulation de la société.

KKR propose d'acheter MDF Commerce

MDF commerce, vendeur canadien de technologies numériques, a accepté un rachat par Kohlberg Kravis Roberts & Co, le géant de l'investissement américain dont la valeur boursière atteint les 90 Mds USD (82 Md €). L'offre s'élève à 5,80 CAD (3,93 €) par action, soit 60% de plus que le dernier cours de clôture. Cette transaction s'inscrit dans la stratégie de KKR d'investissement dans les entreprises de taille moyenne en expansion ; en 2023, MDF a généré un chiffre d'affaires de 128 M CAD (87 M €), soit une hausse de 19% par rapport à 2022. La firme a déclaré que le conseil d'administration soutenait cette transaction, également appuyée par la Banque de Nouvelle-Ecosse et par Desjardins. Long Path Partners, l'un des trois plus importants actionnaires de MDF, a encouragé cette initiative.

La minière canadienne Gabriel Resources Ltd perd un arbitrage contre la Roumanie

La société minière canadienne inscrite au TSX réclamait 6,7 Md CAD (4,5 Md €) de dommages à intérêts au gouvernement roumain pour la suspension de son projet de développement dans les Carpates (Roumanie). La firme avait obtenu une licence d'exploitation de mines d'or en 1999 pour extraire 300 tonnes d'or et 1600 tonnes d'argent. Suite à des manifestations, le projet avait été suspendu en 2013. Gabriel Resources a donc fait appel au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Cirdi). Ce groupe d'arbitrage de la banque mondial a finalement rejeté les demandes d'indemnisation.

Le groupe minier Rio Tinto est visé par une enquête du ministère de l'environnement

Le ministère a lancé une enquête contre la minière pour des manquements à la loi environnementale. La mine du lac Tio est visée ; il s'agit d'une exploitation à ciel ouvert qui extrait de l'ilménite (minerai de titane et de fer), au nord du Havre-Saint-Pierre. La nature des manquements éventuels n'a pas précisé mais l'entreprise s'expose à des poursuites pénales dont les sanctions pourraient atteindre les 6 M CAD (4 M €). Rio Tinto avait déjà reçu une sanction administrative en 2021, à la suite de trois avis de non-conformité.

Les résultats économiques de la semaine passée

Indicateur	Date de publication
Résultat des ventes de produits manufacturés pour le mois de janvier	+0,2% d'un mois à l'autre contre +0,4% attendu
Vente de nouveaux véhicules pour le mois de janvier	116 870 nouvelles ventes contre 128 830 le mois précédent
Nouvelles mises en chantier pour le mois de février	235 000 contre 230 000 prévues
Résultats des ventes en gros pour le mois de janvier	+0,1% contre -0,6% prévu
Emission d'obligations du gouvernement fédéral à 5 ans	Emissions à 3,607%

L'agenda économique de la semaine prochaine

Indicateur	Date de publication
<i>Producer Price Index</i> pour le mois de février	18-mars
Evolution du prix des produits de base pour le mois de février	18-mars
Emission d'obligations du gouvernement fédéral à 2 ans	18-mars
Taux d'inflation pour le mois de février	19-mars
Evolution du prix des nouvelles maisons pour le mois de février	21- mars
Résultats des ventes en détail pour le mois de janvier	22-mars
Balance budgétaire du gouvernement fédéral pour le mois de janvier	22-mars

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Morgan Larhant, Maxime Augé, SER d'Ottawa

Rédaction : Juliette Simounet, SER d'Ottawa

Abonnez-vous [aux brèves hebdomadaires des Services économiques français au Canada !](#)